



PRÉFET  
DU GARD  
Liberté  
Égalité  
Fraternité

dossier n° PC 030 105 25 AA002

date de dépôt : 17 janvier 2025

demandeur : Monsieur SAUVAIRE Gaël

pour : Réalisation d'un local professionnel et  
l'extension du logement

adresse terrain : 3 Route de Caucalan, à Dourbies  
(30750)

Commune de Dourbies

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de construire**  
**au nom de la commune de Dourbies**

Envoyé en préfecture le 12/02/2025

Reçu en préfecture le 12/02/2025

Publié le

ID : 030-213001050-20250212-PC03010525AA002-AI

S<sup>2</sup>LOW

**Le maire de Dourbies,**

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 17 janvier 2025 par Monsieur SAUVAIRE Gaël demeurant 3 Route de Caucalan, Dourbies (30750);

Vu l'objet de la demande :

- pour la réalisation d'un local professionnel et l'extension du logement ;
- sur un terrain situé 3 route de Caucalan, à Dourbies (30750) ;
- pour une surface de plancher créée de 126 m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le porter à connaissance chute de blocs signé par le préfet le 10 octobre 2024 identifié par l'étude BRGM 2022 ;

Vu le porter à connaissance pour la prise en compte du risque incendie du 11/10/2021 ;

Vu la carte d'aléas feu de forêt (MTDA) ;

**Considérant** que, bien que le projet se situe dans une zone identifiée avec un aléa fort chute de blocs, des habitations existent déjà dans cette zone et ont été construites il y a plus de 50 ans,

**Considérant** que depuis, il n'y a eu aucun événement signalé concernant des chutes de blocs, ni dégradation des bâtiments,

**Considérant** que, bien que le projet se situe dans un secteur classé « risque de feu de forêt d'aléa fort », une large zone autour du projet est pâturée et entretenue régulièrement,

**Considérant** que le porteur de projet a réalisé les travaux réglementaires de débroussaillage autour de ses bâtiments et qu'ils sont conformes,

**ARRÊTE**

**Article 1**

**Le permis de construire est ACCORDE.**

A DOUBIES, le 12.02.2025

Le maire : Irène LEBEAU



*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).